

Code de la commande publique

Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique

Arrêté du 19 janvier 2009 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Fournitures courantes et de Services

Arrêté du 16 septembre 2009 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication

Arrêté du 8 septembre 2009 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Travaux

Arrêté du 16 septembre 2009 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles

Co-traitance

Opération par laquelle un opérateur économique (société, association, etc.) joint sa candidature à celle d'un ou plusieurs autres en créant un **groupement momentané d'opérateurs économiques**.

La co-traitance, une solution pour accéder à des marchés dépassant vos seules capacités économiques grâce à l'union des compétences et des moyens.

Université Grenoble Alpes

Direction des achats

Service commande publique

CS 40700

38058 Grenoble Cedex 9

dgdfa-commande-publique-fs@univ-grenoble-alpes.fr

Co-traitance

Code de la commande publique

Intérêts du groupement

La mise en commun des compétences techniques

Compléter ses capacités avec celles d'un autre opérateur économique pour permettre d'exécuter l'ensemble des prestations demandées par une synergie des compétences techniques.

EX Réponse à un marché de travaux avec macro-lots techniques : chaque lot peut contenir plusieurs corps de métier, un groupement d'entreprises spécialisées permet d'y répondre.

La mise en commun des certifications et avantages statutaires

Tirer bénéfice d'une certification, d'une qualification, du statut, etc. d'un autre opérateur économique pour répondre à un marché public pour lequel on ne pourrait candidater seul.

EX Réponse à un marché pour lequel un label ou son équivalent est exigé.

Réponse à un marché pour lequel seul un opérateur économique répondant à un certain cadre légal peut candidater.

Attention : le co-traitant disposant de la certification/qualification/etc. exigée doit exécuter lui-même les prestations correspondantes.

La mise en commun des expériences

Profiter des références d'un autre opérateur économique pour compléter les siennes.

EX Réponse à un marché pour lequel il faut témoigner d'au moins 3 prestations équivalentes pour pouvoir candidater.

La mise en commun des moyens

Agglomérer les moyens humains, matériels et financiers de tous les membres du groupement d'opérateurs économiques.

EX Réponse à un marché pour lequel des effectifs minimum sont exigés.

Réponse à un marché pour lequel un chiffre d'affaires minimum est exigé.

Marche à suivre

Choisir son/ses co-traitant(s)

La composition du groupement ne peut être modifiée après signature du marché (sauf cas de liquidation judiciaire, auquel cas le membre défaillant pourra être remplacé par un ou plusieurs sous-traitants après accord du pouvoir adjudicateur).

Choisir la forme du groupement

Solidaire

Chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé pour la totalité du marché.

Conjoint

Chacun des opérateurs économiques membre du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché.

Le pouvoir adjudicateur peut cependant imposer la transformation du groupement au moment de l'attribution (à condition de l'avoir prévu et justifié dans les pièces du marché)

Choisir le mandataire

Le mandataire représente le groupement auprès du pouvoir adjudicateur.
Le mandataire peut être solidaire du groupement conjoint: il est alors engagé pour l'ensemble du marché et pour l'ensemble des co-traitants.

étendue de l'habilitation du mandataire :

Le mandataire signe l'offre et les modifications ultérieures éventuelles en leur nom et pour le compte de l'ensemble des membres.

Chaque candidat signe l'offre et les modifications ultérieures éventuelles. Le mandataire a alors simplement un rôle de lien entre le groupement et l'acheteur

Rédiger une convention de groupement

Identifier :

Les responsabilités de chaque membre

Les règles de fonctionnement du groupement

Les missions détaillées du mandataire commun

Adresse d'obtention des formulaires facultatifs DC1 et DC2 :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Quel document renseigner ?

Annexe 1 de l'acte d'engagement
désignation des co-traitants et répartitions des prestations
Formulaire DC1
D—Présentation du candidat
E—Identification des membres du groupement et répartition

Acte d'engagement
Article 2 Identification du co-contractant
Formulaire DC1
D—Présentation du candidat

Acte d'engagement
Article 2 Identification du co-contractant
Formulaire DC1
G—Désignation du mandataire et habilitation

Qui doit signer ?

Acte d'engagement
Le mandataire seul
Ou chacun des membres du groupement
selon l'étendue de l'habilitation du mandataire choisie

Formulaire DC1
Chaque membre du groupement remplit le DC1 et habilite le même mandataire
Formulaire DC2
Chaque membre du groupement remplit son DC2

Le paiement

Groupement conjoint :
Paiements séparés en fonction de la répartition des prestations précisée à l'AE
Groupement solidaire :
Paiement unique sur un compte géré par le mandataire